

Initiatives ministérielles

nourrir. C'est une situation désastreuse qu'il nous faut prévoir et éviter à tout prix.

Le gouvernement actuel se doit d'examiner de fond en comble ses politiques agricoles et de tout faire pour aider les entreprises agricoles familiales et la production alimentaire au Canada. Ce projet de loi nous montre une fois de plus qu'il ne tient pas à revoir ses politiques.

Les producteurs de tous les coins de ma circonscription se sont adressés à moi, par lettre et verbalement, pour exposer à leur façon la gravité de ce projet de loi. Ils nous disent que le projet de loi n'est pas avantageux pour les producteurs d'aliments, qu'il les désavantage nettement. Ils estiment qu'il ne modifie en rien nos relations commerciales avec les États-Unis. Ils demandent qu'il soit retiré en ce moment même, et qu'on leur donne le paiement anticipé dont ils ont besoin tout de suite, dont ils avaient besoin le mois dernier et le mois d'avant.

De nombreux organismes canadiens ont exprimé leurs préoccupations au sujet de ce projet de loi, notamment les pools des Prairies dans l'Ouest, le *Saskatchewan Wheat Pool*, le syndicat national des agriculteurs, la *Manitoba Corn Growers Wheat Association*, la *Northumberland Federation of Agriculture*, la Fédération canadienne de l'agriculture, l'*Ontario Corn Producers Association* et la *British Columbia Vegetable Marketing Commission*, pour n'en nommer que quelques-uns.

Le but du projet de loi est de se débarrasser de l'exonération de frais d'intérêt qui figure dans la loi. C'est tout à fait inadmissible. Sans cette disposition, le projet de loi est sans valeur pour nos agriculteurs.

La loi a été adoptée pour favoriser la création d'un système convenable de commercialisation dans notre pays. Il incite les agriculteurs à stocker leur production. Il leur facilite la constitution de réserves, pour faciliter au pays tout entier la stabilisation des prix à un niveau correct sur une période relativement longue pour soutenir les revenus agricoles.

Si nous ne retirons pas le projet de loi tout de suite, nous allons aggraver notre vulnérabilité à l'égard des prix inférieurs qui se pratiquent sur les denrées chez nos voisins du Sud. Cela va avoir pour effet inévitable de multiplier les faillites agricoles.

M. Duhamel: Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue de son intervention. Il est bien évident que beaucoup de ceux qui ont pris la parole aujourd'hui ont évoqué le caractère pernicieux de ce projet de loi. Ils

ont parlé des manoeuvres cauteleuses du gouvernement sur divers points.

Nous nous souvenons tous de VIA Rail. Avant de venir au pouvoir, ils allaient y investir.

Quant au libre-échange, jamais il n'y aurait d'accord commercial. Nous savons bien sûr ce qui est advenu.

Vous vous rappelez l'éducation? Ils allaient maintenir les crédits au même niveau. Ils ont dit qu'ils allaient doubler la recherche et le développement. Rien ne s'est fait sur ce plan non plus. En fait, ils coupent partout.

Air Canada n'est pas à vendre, disaient-ils en 1985. Maintenant, c'est fait. Vous vous souvenez de la désindexation? Ils ne l'ont pas réussie, mais ils s'y attaquent à nouveau par un autre biais. La récupération parvient au même résultat.

J'ai parlé ce matin du laboratoire national. On devait le mettre ici, ensuite ailleurs, ensuite à un autre endroit. Ils n'ont aucune idée de l'endroit où ils vont le placer.

J'ai été vraiment inquiet des propos que j'ai entendus récemment au sujet de notre aide aux pays en développement.

Mes questions s'appuient sur ce qui a déjà été dit, que les meilleures terres agricoles étaient absorbées par l'urbanisation désordonnée. Je me rends compte qu'il nous faut une politique claire en matière d'autosuffisance. J'espère que cela figure parmi les priorités. Mais je me demande si les décisions gouvernementales, celle-ci ou d'autres, pourraient avoir des effets négatifs sur l'aide que nous accordons normalement aux pays en développement. Y a-t-il possibilité qu'il en soit ainsi?

Mme Stewart: Monsieur le Président, pour répondre à cette question, je crois que le but premier de cette loi se retrouve aussi dans la politique agricole du Canada à l'égard des pays en développement. Nous essayons d'aider les pays en développement à devenir autosuffisants dans le domaine de la production agricole. Nous essayons de les aider à commercialiser leurs produits de façon ordonnée. Nous avons l'air très hypocrites en encourageant les pays étrangers à prendre des mesures de ce genre et en supprimant ces mêmes mesures ici.

Je suis très inquiète de ce qui se passera dans les pays du tiers monde si nous, en tant que décideurs, ne respectons pas la notion d'autosuffisance dans la production agricole.

Je dirais que nous changeons notre attitude à l'égard des pays du tiers monde et que cette notion ne sera plus un élément prioritaire de notre travail dans ces pays. En